

## **Accord collectif national**

### **CAISSES D'ÉPARGNE**

---

AVENANT N° 14 DU 10 JUIN 2008

À L'ACCORD DU 18 NOVEMBRE 1999 RELATIF AU RÈGLEMENT  
DU RÉGIME DE MAINTIEN DE DROITS ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1999

NOR : ASET0850909M

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Objet de l'avenant*

Dans le cadre de la fusion-absorption de la CGR par la CGP en application des dispositions de l'article 116 de la loi du 21 août 2003, le présent avenant a pour objet d'annuler et remplacer les dispositions de l'article 4 de l'accord du 18 novembre 1999 relatif au règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999.

#### **Article 2**

Les dispositions de l'article 4 de l'accord du 18 novembre 1999 relatif au règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999 sont annulées et remplacées par le paragraphe suivant :

« Les droits à rente résultant du règlement du régime de maintien de droits sont financés par :

- les réserves et les provisions techniques du régime déterminées au 31 décembre 2008 ;
- les produits financiers, nets des incidences fiscales et du taux d'actualisation ;
- les contributions des entreprises en cas d'insuffisance des excédents techniques et financiers pour faire face aux revalorisations.

L'ensemble des excédents de toute nature du régime de maintien de droits, incluant le dispositif transitoire, reste acquis au régime.

Un comité paritaire de gestion est créé au sein de la CGP pour définir les orientations de gestion du régime. Ce comité est constitué d'un représentant par organisation syndicale représentative au sein de la branche caisse

d'épargne et d'un nombre égal de membres désignés par la caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance. Ces désignations et le fonctionnement de ce comité se font conformément aux dispositions prévues à l'article R. 931-3-12 du code de la sécurité sociale. »

Les autres dispositions de l'accord du 18 novembre 1999 relatif au règlement du régime de maintien de droits arrêté au 31 décembre 1999 demeurent inchangées.

### **Article 3**

#### *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter de la date d'effet de la fusion.

### **Article 4**

#### *Demande de révision et dénonciation*

Les signataires de l'accord peuvent demander la révision du présent accord conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution. Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent avenant, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires et faire l'objet d'un dépôt.

### **Article 5**

#### *Dépôt*

Le texte de l'accord sera déposé par la CNCEP selon les dispositions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 10 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CNCEP.

#### **Syndicats de salariés :**

CFTC ;

SNE-CGC ;

UNSA unifié.